

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 30 (1950)
Heft: 11

Artikel: La Suisse devant l'Europe
Autor: Sédillot, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888280>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA SUISSE DEVANT L'EUROPE

par

René Sédillot

Rédacteur en chef de « La Vie française »

Au moment où la Suisse vient d'adhérer définitivement à l'Union européenne de paiements et où les tentatives faites dans le cadre de l'O. E. C. E. pour unifier économiquement l'Europe sont plus que jamais à l'ordre du jour, il nous a paru intéressant de demander à une personnalité du monde économique français ce qu'elle pensait de la position prise par notre pays à l'égard de la coopération européenne. L'opinion que M. René Sédillot, rédacteur en chef de « La Vie française », exprime dans l'article ci-dessous est celle d'un économiste habitué à étudier les événements avec le recul de l'historien. Nous remercions ici l'auteur de « Survol de l'histoire du monde », qui a tenu à souligner que ses propos n'engageaient que sa propre responsabilité, de sa réponse franche et intéressante.

LA Suisse vient de ratifier son adhésion à l'Union européenne de paiements. Cette décision, qu'elle n'a pas prise sans formuler de prudentes réserves l'engage un peu plus avant sur la voie de la coopération occidentale.

Il arrive que nombre de Français s'étonnent des réticences helvétiques : — Eh quoi ! La Suisse ne se sentirait-elle solidaire ni de l'Europe, ni du monde ? Prétendrait-elle persévérer dans le splendide isolement de ses montagnes, en un temps où nul pays ne saurait ignorer l'univers ? Par sa position géographique, par l'exiguïté de son cadre, par le petit nombre de ses habitants, par les exigences de son économie, la Suisse est incapable de vivre repliée sur elle-même. Elle a besoin de fournisseurs et de clients, de touristes et d'amis. Elle n'a ni le droit ni le moyen de se soustraire aux efforts des peuples voisins, qui visent à réaliser l'unité européenne et à consolider la paix internationale.

Que répondent les Suisses ? Ils invoquent l'histoire : — Notre statut, consacré par les traités de 1815, est celui de la neutralité perpétuelle. Cela veut dire que nous ne devons nous lier ni sur le plan politique, ni sur le plan militaire, ni même sur le plan économique. Cela ne nous interdit pas de conclure des accords de commerce avec tel ou tel pays. Mais nous ne pouvons pas nous associer à des groupements d'Etats, surtout si ceux-ci constituent un bloc d'allure politique, face à un autre bloc.

« Notre neutralité a survécu aux deux guerres du siècle : presque seuls au monde, nous leur avons échappé. Ainsi nous ont été épargnés bien des deuils et bien des misères. Mais, par la force des choses,

nous avons été tenus à l'écart des pactes conclus par les groupes de belligérants. Nous n'avons pas eu à adhérer à la Charte de l'Atlantique. Nous n'avons pas participé aux travaux de Bretton Woods. Aujourd'hui, à la Conférence de Torquay, nous n'avons même pas d'observateurs. Par la force des choses, nous sommes hors de la communauté monétaire et de la communauté commerciale.

A l'O. E. C. E., nous sommes cependant présents (sans bénéficier de l'aide Marshall), et nous voici liés à l'Union européenne de paiements. Mais, dans l'un et l'autre cas, dûment invités, nous n'avons donné notre accord qu'en rappelant notre position traditionnelle. Le 9 juillet 1947, en acceptant de nous associer à la Conférence d'où est née l'Organisation européenne de coopération économique, le Chef de notre département politique fédéral rappelait que notre collaboration ne pouvait « en aucun cas être en contradiction avec les relations d'amitié que la Suisse entretient et entend maintenir avec chaque pays individuellement » et que la Confédération ne prendrait « aucun engagement qui serait incompatible avec son statut traditionnel de neutralité ».

Or, les Suisses se demandent maintenant si l'heure n'est pas venue de collaborer plus intimement avec les nations occidentales. Tout les rapproche : même conception de la civilisation, même amour de la liberté. A quoi bon feindre la neutralité devant les menaces de conflit ? A quoi bon espérer que le Bloc oriental en tiendrait le moindre compte ? Aussi bien, de nos jours, personne n'est plus neutre, et personne ne peut plus le demeurer.

DANS ce débat, j'hésite à dire mon sentiment. En le formulant, je n'engage que moi. Il va de soi que, Français, je me féliciterais de voir la Suisse incliner vers la coopération avec l'Europe occidentale. La cause européenne ne pourrait que gagner à cette attitude, tout comme un bouquet ne peut que gagner à la présence d'une fleur saine et robuste : la Suisse ferait à l'Europe l'apport d'une économie équilibrée, de finances exemplaires, d'une monnaie solide, d'une politique cohérente. Le don ne serait pas mince.

Mais, en toute franchise, je vois moins bien ce que la Suisse gagnerait à l'opération. La satisfaction d'avoir rempli son devoir de solidarité, sans doute. Cela mis à part, que viendrait-elle faire « dans cette galère » ?

Car la galère européenne ne m'inspire qu'une médiocre confiance. L'Europe, c'est un terme géographique ; elle n'est rien devant l'histoire. Aujourd'hui comme hier, c'est une poussière de nations disparates et rivales, qui feignent peut-être de vouloir s'unir, mais qui n'en font souvent qu'à leur tête.

Voyons un peu. Laissons de côté les nations du bloc oriental qu'un fossé (ou un rideau) sépare de nous. Même parmi les nations occidentales, où est l'unité, où est la coopération ? On fait des discours, on échange des promesses, on signe des traités, mais les frontières sont à peine moins nombreuses, à peine moins hautes. Frontières pour les hommes, pour les capitaux, pour les marchandises. Disparité fiscale, sociale, économique, monétaire. L'Europe du XIX^e siècle, avec l'étalon-or et l'Union latine, était un chef-d'œuvre d'unité auprès de notre Europe morcelée par les contrôles des changes et rapiécée tant bien que mal par l'U.E.P. qui, trois mois seulement après sa création, donne déjà des signes de fatigue par la faute du déficit allemand. L'Europe libérale d'il y a cent ans était une merveille de cohésion auprès de notre Occident qui s'évertue, sous les auspices de l'O. E. C. E., à libérer ses échanges — c'est-à-dire à diminuer la part des contingents douaniers dans le commerce privé (mais non dans le commerce « gouvernemental »), tout en relevant hâtivement ses droits de douane !

Je n'emploierai jamais l'affreux mot d'intégration, qui est peut-être européen, mais qui n'est sûrement pas français. Au demeurant, pourquoi l'employer ? Ce qu'on dénomme ainsi, je le cherche et ne le trouve guère. Les nations qui ont bien voulu s'assembler pour partager le gâteau Marshall ne sont capables de s'entendre ni sur l'adoption uniforme de l'heure d'été, ni sur les unités de mesure, de surface ou de poids. Tant que les Anglais compteront en yards ou en onces, tant que les trains rouleront à gauche en France et à droite en Allemagne, tant que les autos rouleront à droite en Italie et à gauche en Suède, tant qu'il faudra faire la queue deux heures à la douane de Vintimille ou d'Irun, j'hésiterai à croire en l'Europe.

On m'objectera le pool Schuman ? Depuis que le réarmement a permis à l'Allemagne de crever le plafond de sa production d'acier, il est mal en point. J'attends qu'il devienne une réalité — ainsi que Fritalux, Finebel, l'Union franco-italienne, et même Benelux, qui piétine. On m'objectera Bretton Woods ? J'attends que ce beau système empêche vraiment les dévaluations, stabilise les justes parités et favorise réellement la liberté des changes.

Non, l'Europe ne se fait pas encore. Non, le monde ne marche pas irrésistiblement vers l'unité. Il en était bien plus proche au temps de l'Empire romain, ou simplement au seuil de notre siècle, quand il y avait un Empire austro-hongrois, un Empire turc, et quand les nations colonisatrices avaient un domaine cohérent. Depuis lors, de l'Islande à l'Insulinde, de l'Indochine à Israël, l'autonomie a fermenté partout. On nous berce de refrains à la gloire de l'unification, au moment où le monde se disloque.

Pour rassembler les nations, pour fédérer l'Europe, que manque-t-il ? Un fédérateur, tout simplement. Hitler a failli faire l'Europe à sa façon, comme Auguste, comme Charlemagne, comme Napoléon. Staline saurait aussi la faire. Ce n'est pas ainsi que nous la souhaitons.

J'entends bien : à défaut de la contrainte, un immense péril peut provoquer le rassemblement des peuples menacés. C'est vrai. La Confédération suisse a dû naître de cette manière. Et je n'ignore pas où est aujourd'hui le péril.

Mais pour faire l'Europe, pour vaincre ses particularismes et ses routines, il faudrait que le danger se fasse bien pressant. Et alors, il ne s'agira plus d'Union de paiements, ou de pool du charbon. Il s'agira d'abord et surtout d'une alliance militaire, s'il en est encore temps.

C'est de cela qu'il doit maintenant être question. L'armée unique ? Je voudrais y croire. On peut utilement étudier et préparer un armement commun. On peut aussi organiser le financement commun de cet armement commun. J'ai précisément, à ce sujet, lancé l'idée d'un « emprunt atlantique » et elle a reçu un bon accueil.

J'imagine fort bien les Suisses souscrivant à une telle émission, sans renoncer pour autant à l'indépendance de leur armée et de leur politique. Pourquoi iraient-ils plus loin ? Ils raisonnent dans le présent et répugnent d'instinct à prendre leurs espoirs pour des réalités.

